

Construire la riposte face à une extrême droite, qu'elle se nomme Bolloré ou Bardella, avide de détruire des libertés déjà bien bafouées

La pétition « Zapper Bolloré » contre la concentration de plus en plus grande de tous les médias dans les mains du milliardaire d'extrême droite a recueilli plusieurs milliers de signatures de professionnels du spectacle. Depuis, le président de Canal+, Maxime Saada, aux ordres de son patron Bolloré, a annoncé sa volonté de censurer tous les signataires, s'attirant une nouvelle salve de protestations.

Les milliardaires fachos à l'assaut des médias

Depuis plusieurs années, les milliardaires fachos rachètent maisons d'édition, chaînes de télé, titres de presse, sociétés de cinéma, auxquels ils imposent peu à peu leur ligne éditoriale haineuse. On comprend donc que les journalistes, écrivains, producteurs et artistes s'inquiètent de voir bridée la liberté d'expression et ils ont raison d'utiliser leur notoriété pour que leur protestation soit entendue.

Mais ce n'est pas d'hier que la liberté d'expression est bafouée ! La première censure, c'est le fric ! Sur quelle chaîne dénonce-t-on les sanctions contre tous ceux qui osent protester dans leur entreprise contre les liens de leur boîte et les exportations illégales d'armes vers Israël ? Ou contre ceux qui ont tout simplement donné publiquement leur opinion sur la politique de leur patron, les conditions de travail dans les ateliers ou les bureaux ? Où a-t-on vu relayées aux heures de grande diffusion les « protestations » que sont les débrayages, les grèves que nous faisons pour nous faire entendre ? Où sont les chaînes de télé d'information continue sur la situation des classes populaires ? La liberté d'expression appartient à ceux qui ont le fric et qui s'en servent pour défendre leurs intérêts !

La politique de l'extrême droite une fois au pouvoir

La façon dont un Bolloré contrôle les médias, imposant sa ligne éditoriale et ses hommes aux commandes, montre ce dont est capable l'extrême droite une fois qu'elle est aux commandes. Les maires du Rassemblement national ne se sont pas contentés de couper les budgets des associations qui ne leur plaisent pas, ils s'en sont très vite pris aux représentants des travailleurs, ici pour licencier deux militants syndicalistes, là pour tenter d'expulser les bourses du travail !

À la tête d'un pays, ils font bien pire. La politique de Trump n'est que cadeaux assumés aux plus riches, mais chasse à l'homme contre les travailleurs les plus précaires que sont les migrants. La politique barbare de l'État d'Israël de génocide et d'apartheid contre les Palestiniens s'accompagne d'une répression menée par le gouvernement d'extrême droite y compris contre les Israéliens qui protestent ou contre les courageux membres des flottilles pour Gaza, arrêtés en haute mer, humiliés, frappés, blessés, victimes de menaces de mort et de sévices sexuels. L'extrême droite est bien une menace mortelle pour les travailleurs !

Les gouvernants n'ont pas attendu l'extrême droite pour réprimer

Tout cela est donc inquiétant, mais n'est qu'une aggravation brutale d'une politique menée depuis longtemps par des dirigeants des partis de gouvernement, de la droite, du centre ou de cette gauche qui aspire au pouvoir au sein du capitalisme ! La loi Travail, c'était Hollande-Valls. La répression brutale des Gilets jaunes, les matraquages de lycéens en colère, c'était Macron. Les expulsions de travailleurs immigrés, les licenciements abusifs n'ont pas attendu Bolloré. En ce moment même, de nombreux militants sont menacés non seulement de licenciement, mais de sanctions judiciaires.

Le 20 juin prochain, il y aura une manifestation nationale à Paris à l'appel de nombreuses structures syndicales et politiques contre la répression patronale et d'État. Une première occasion de faire face, front ensemble contre tous ceux qui veulent nous ramener « à l'âge de pierre » des libertés fondamentales.



Grefte des bras ou grève des bras

Dans tous les secteurs du montage, sous prétexte d'arrêt de la DS7, des dizaines de postes vont être supprimés. Par exemple, en MV, ils veulent regrouper la mise en place du siège avec son serrage et la mise en place du volant. Chaque poste au montage est déjà au taquet, et insupportable actuellement. Ils veulent quoi ? Nous greffer des bras supplémentaires ? Il est plus que temps de croiser les bras et de leur montrer qu'on acceptera pas de subir davantage.

Coup de chaud

La chaleur est là, et d'année en année, ça s'aggrave. Plutôt que de baisser les cadences et d'augmenter les pauses pour récupérer et s'hydrater, la priorité des patrons, c'est de nous faire produire coûte que coûte, en refusant de voir que la chaleur et ses effets ont des conséquences graves sur l'organisme. S'ils se foutent de la température des ateliers, il faudra chauffer la température sociale.

Enfûmage

La semaine dernière, la direction a effectué un contrôle de la qualité de l'air dans le secteur Moyeux de la Mécanique B, en nous faisant porter des capteurs. Quand on rentre du travail et qu'on se mouche le nez, c'est noir de ce qu'on inhale à longueur de journée et les filtres des extracteurs d'air sont eux aussi noirs en seulement quelques jours. Jusqu'à il y a peu de temps, ces filtres étaient changés par une entreprise extérieure. C'est maintenant à nous de les changer, sans qu'on nous en donne le temps. Des économies en plus au détriment de notre santé. Ces contrôles, c'est pas du luxe, mais on sait tous qu'il n'y aura rien à attendre des résultats tant qu'il n'y aura pas d'investissement pour moderniser les installations et aspirer les vapeurs et les fumées à la source. Mais ça, ce n'est pas prévu dans le plan stratégique.

Encore un jeune mort au travail

Mercredi 13 mai, un homme de 18 ans est mort sur son lieu de travail à Orange. Il travaillait dans une pépinière et est probablement mort étouffé, coincé entre le guidon d'un motoculteur et le plafond d'un camion utilitaire qu'il était en train de décharger seul. Il était en alternance dans cette pépinière et lycéen en bac professionnel horticulture. Le mois dernier déjà, deux jeunes sont morts au travail : l'un lycéen de 15 ans, effectuant son stage obligatoire de seconde, écrasé sur un chantier, l'autre de 22 ans, tombé dans un hachoir d'une usine Lustucru. Au total, 420 apprentis, stagiaires et salariés de moins de 25 ans sont décédés au travail depuis 2020 en France. Alors que les accidents du travail touchent 2,5 fois plus les personnes de moins de 25 ans que le reste des travailleurs, les dispositifs

d'aides financières pour les patrons qui embauchent des apprentis sont de vraies mannes. Par exemple, pour un apprenti entre 18 et 20 ans, payé un tout petit peu plus de 800 euros par mois, un patron ne débourse que 400 euros : le prix d'une vie pour le Medef.

Plan stratégique de Stellantis : pas de place pour les travailleurs !

60 milliards d'investissements annoncés d'ici 2030... une place accrue pour les partenaires chinois... mais aussi 6 milliards de réduction des coûts. Ce plan Filosa aura pour conséquence une aggravation de l'exploitation pour les travailleurs et une diminution du nombre des emplois !

Une forte réduction de la production en Europe

Si des investissements importants sont annoncés pour l'Amérique du Nord et la Chine, pour l'Europe, Stellantis annonce une réduction des capacités de 20%, 800.000 véhicules par an, soit l'équivalent de toute la production des usines françaises. Aucune fermeture d'usine n'est annoncée mais ce n'est pas une garantie : la fermeture de Poissy avait été niée, cachée pendant des mois par Stellantis. A Poissy, le nombre d'emplois va d'abord être divisé par deux, et sans doute rapidement davantage. Plusieurs sous-traitants de Poissy ont déjà annoncé leur fermeture prochaine, et la suppression de tous leurs emplois.

A Madrid, l'usine va être cédée à la coentreprise avec Leap Motors – pour mieux se débarrasser, dans un second temps, de ses salariés ?

Aucune annonce pour Mulhouse

L'avenir des travailleurs de l'usine de Mulhouse dépend de l'annonce d'un nouveau véhicule qui remplacera à court terme la 308. Aucune annonce n'a eu lieu jeudi. Seul un véhicule de Dongfeng est annoncé pour Rennes, mais à un prix exorbitant (50.000 €) qui n'en produira et n'en vendra sans doute pas beaucoup à ce prix-là.

La Bourse ou la vie

Avec le plan Filosa, les actionnaires espèrent plus de profits, plus vite. L'annonce de la réduction des coûts va donc se traduire par de nouvelles dégradations de conditions de travail, par la recherche d'économies par tous les bouts : réduction d'emplois, gel des salaires, accélération des cadences, dégradation des bâtiments et des chaînes...

Le seul moyen d'inverser la tendance, c'est de reprendre l'offensive contre le grand capital : l'avenir est à la mobilisation des travailleurs de France, d'Europe, d'Asie pour renverser ce système qui ruine toute la société.